



CAST

1^{ER} SEMESTRE 2014

SOMMAIRE

1 - Rapport d'activité au 30 juin 2014

2 - Comptes Consolidés intermédiaires au 30 juin 2014

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 30 JUIN 2014

3 – Attestation du rapport financier semestriel

4 - Rapport des commissaires aux comptes

1 - RAPPORT D'ACTIVITE DU GROUPE

CHIFFRES CLES :

En milliers d'Euros	30 juin 14	30 juin 13
Chiffre d'affaires consolidé	12 225	11 225
Résultat opérationnel consolidé	(2 898)	(4 086)
Résultat financier	-87	27
Impôt courant et différé	379	69
Résultat net part du Groupe	(2 606)	(3 990)

CHIFFRE D'AFFAIRES & RESULTATS CONSOLIDES DE CAST AU 30 JUIN 2014

REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE PAR ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE

En milliers d'euros	30/06/2014	30/06/2013	Var %	Var k€
France	4 511	4 955	-8,9%	-443
Benelux	498	251	98,8%	248
Italy	710	827	-14,2%	-118
UK	824	396	108,1%	428
Germany	141	463	-69,6%	-322
Spain	465	340	36,9%	125
Switzerland	19	19	-3,1%	-1
Europe	7 167	7 250	-1,1%	-83
India	298	843	-64,6%	-545
US	4 759	3 132	52%	1 627
TOTAL	12 225	11 226	8,9%	999

RESULTAT OPERATIONNEL PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

Résultat opérationnel	30-juin-14	30-juin-13	Variation
En milliers d'Euros	(*)	(*)	
France	-2 490	-2 655	167
Belgique	133	-7	140
Angleterre	-41	-266	225
Italie	-91	61	-152
Suisse	5	1	4
Allemagne	-269	20	-289
Etats-Unis	-136	-1 481	1 345
Espagne	39	-9	48
Inde	-46	250	-296
Total	-2 898	-4 086	1 190

(*) Le résultat opérationnel est présenté hors élimination des intragroupes afin de mieux refléter le niveau de résultat individuel.

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT :

Sur la période, le résultat opérationnel est en amélioration de 1,2 million d'euros. Plusieurs composantes expliquent l'évolution du résultat d'exploitation :

- La croissance du chiffre d'affaires en augmentation de +1 million d'euros,
- Des réductions sur les charges de personnel et sur les charges de gestion courantes pour un total de 1,1 million d'euros,

Le total de ces postes ayant un impact monétaire s'établit à +2,1 millions d'euros.

Parallèlement, l'amortissement des immobilisations en particulier lié à la norme IAS 38 conduit à constater un amortissement en augmentation sur la période de +0.9 million d'euros.

L'ensemble cumulé de ces trois composantes expliquent l'évolution du résultat opérationnel entre le premier semestre 2014 et le premier semestre 2013.

RESULTAT FINANCIER CONSOLIDÉ

Le résultat financier est négatif de -87 milliers d'euros contre +27 milliers d'euros pour la période comparable 2013. Cette variation est particulièrement impactée d'un résultat de change sur l'Inde de -153 milliers d'euros. La charge financière liée aux emprunts diminue à 11 milliers d'euros contre 18 milliers d'euros l'année précédente. Parallèlement le résultat des placements financiers s'établit à 77 milliers d'euros.

RESULTAT NET CONSOLIDÉ

Le résultat net part du Groupe s'établit à -2,6 millions d'euros en amélioration sensible par rapport à la même période 2013.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de recherche sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que la société peut notamment démontrer :

- Son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,
- Qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à la société,
- Et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les autres frais de développement et d'études sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Au 1er semestre 2014, le Groupe a commencé à immobiliser une partie des développements de la version majeure 8 de son logiciel. L'ensemble des frais d'activation de la période s'élèvent à 0,7 millions d'euros dont 0,5 millions au titre de la Version 8. La version 7 arrivant en fin de période d'amortissement, la charge est accélérée en fin de version et comptabilisé pour -2,1 millions d'euros. Sur la période du 1^{er} semestre, les charges du département R&D s'élèvent à 5,2 millions d'euros dont 0.7 sont activés dans le logiciel. Hors amortissement et activation du logiciel, la charge du département R&D s'élève à 2,4 millions d'euros sur le semestre stable par rapport à 2013.

Les frais de personnel sont ceux des équipes d'ingénieurs directement dédiées à la conception et à la programmation des produits Logiciels CAST. Les autres charges se composent des charges de fonctionnement directement liées aux équipes en question ainsi que des charges indirectes correspondant à une quote-part des services administratifs et du management.

STRUCTURE FINANCIERE ET TRESORERIE

La structure financière du Groupe CAST se caractérise au 30 juin 2014 par des capitaux propres de +5,5 millions d'euros et un endettement moyen/long terme de 0,1 million d'euros. Les dettes financières à court terme reflètent les échéances de remboursement des emprunts à moins d'un an soit 0,5 million d'euros à fin juin 2014.

Les flux de trésorerie générés par l'activité s'élèvent à +2 millions d'euros principalement expliqués par la variation des créances d'exploitation. La variation du besoin en fonds de roulement sur le semestre est positive de +3,1 millions d'euros sous l'effet de l'encaissement des contrats de licences signés à fin 2013 et des renouvellements des contrats de maintenance.

Les flux d'investissement concernent principalement l'immobilisation des frais de développement de 0,7 million ce semestre comme au premier semestre 2013.

FACTEURS DE RISQUE ET LITIGES

A la connaissance de la société et du groupe, aucun nouveau facteur de risque ou nouveau litige pris individuellement pouvant avoir une incidence sensible sur l'activité, les résultats, la situation financière et le patrimoine de la société et du Groupe n'a été recensé depuis la publication du dernier rapport financier.

PARTIES LIEES

Il n'y a eu aucune nouvelle opération avec les parties liées depuis la publication du dernier rapport financier.

EVOLUTION DES ACTIVITES DU GROUPE ET PERSPECTIVES

Le management de CAST est confiant pour le second semestre et maintient son objectif d'une année en croissance.

FAITS MARQUANTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le Groupe ne signale aucun évènement postérieur à la clôture.

Fait à Meudon

Le 2 septembre 2014

Le Conseil d'Administration

2 - Comptes Consolidés intermédiaires au 30 juin 2014

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - En milliers d'euros	30 juin 2014	31 dec 2013
Immobilisations incorporelles	871	2 243
Immobilisations corporelles	344	268
Immobilisations financières	199	202
Impôts différés	1 461	1 020
Total des actifs non courants	2 874	3 732
Créances clients	11 126	14 752
Autres actifs courants	1 513	1 088
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 338	5 043
Total des actifs courants	18 977	20 884
TOTAL ACTIF	21 852	24 618
PASSIF - En milliers d'euros	30 juin 2014	31 dec 2013
Capital social	4 935	4 913
Primes liées au capital	25 424	25 322
Réserves et résultat part du groupe	(24 867)	(22 303)
Total capitaux propres	5 492	7 932
Dettes financières - Echéances supérieures à 12 mois	104	489
Impôts différés passif		25
Engagement de retraite	511	511
Total dettes non courantes	615	1 025
Dettes fournisseurs	1 052	470
Dettes financières à court terme	537	342
Fraction à court terme des dettes portant intérêt	8	17
Provisions courantes		
Dettes fiscales et sociales	4 932	5 265
Produits constatés d'avance	9 071	9 187
Autres Crédeurs	146	379
Total dettes courantes	15 745	15 660
TOTAL PASSIF	21 852	24 618

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'euros	30 juin 2014	30 juin 2013
Chiffre d'affaires	12 225	11 225
Frais de personnel	(9 728)	(10 441)
Achats et Charges externes	(2 956)	(3 361)
Impôts et taxes	(184)	(220)
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(2 263)	(1 348)
Autres produits et (charges d'exploitation)	9	58
Résultat opérationnel	(2 898)	(4 086)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	77	48
Coût de l'endettement financier Brut	(11)	(18)
Coût de l'endettement financier Net	66	30
Autres produits (+) et Charges financières (-)	(153)	(3)
Résultat avant impôt	(2 985)	(4 059)
Charges (-) produits (+) d'impôt sur le résultat	379	69
Résultat net consolidé	(2 606)	(3 990)
Résultat net part des minoritaires		
Résultat net part du Groupe	(2 606)	(3 990)
<i>Nombre moyen d'actions en circulation</i>	12 304 091	12 283 334
<i>Nombre moyen d'actions en circulation et instruments de dilution</i>	15 254 885	12 491 584
<i>Résultat net par action (en euros)</i>	(0,21)	(0,32)
<i>Résultat net dilué par action (en euros)</i>	(0,21)	(0,32)

En milliers d'euros	Notes	30 juin 2014	30 juin 2013
Résultat net part du Groupe		(2 606)	(3 990)
Ecarts de conversion		45	17
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres net d'impôts		45	17
Résultat net de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(2 561)	(3 973)

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

en milliers d'euros	30 juin 2014	31 dec 2013	30 juin 2013
RESULTAT NET CONSOLIDE	(2 606)	113	(3 990)
<u>Annulation des opérations sans impact trésorerie :</u>			
Dotations nettes aux amortissements et provisions	2 263	3 256	1 348
Imposition différée	(458)	(973)	(140)
Stock options et autres opérations non monétaires	(83)	24	(5)
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	(884)	2 420	(2 787)
Variation des frais financiers	(9)	(19)	(9)
Variation nette exploitation	3 706	(2 515)	4 046
Variation des créances d'exploitation	3 512	(2 476)	5 192
Variation des dettes d'exploitation	194	(39)	(1 146)
Variation nette hors exploitation	(582)	552	(1 669)
Variation des créances hors exploitation	8	261	146
Variation des dettes hors exploitation	(262)	208	
charges et produits constatés d'avance	(328)	83	(1 815)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	3 115	(1 982)	2 367
FLUX DE TRESORERIE NETS GENERES PAR L'ACTIVITE	2 231	438	(420)
Acquisitions d'immobilisations (y compris les coûts de développement)	(864)	(2 087)	(869)
Cessions d'immobilisations	4	16	6
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'INVESTISSEMENT	(860)	(2 071)	(863)
Augmentation en capital	79		
Remboursements nets d'emprunts auprès établissement crédit et divers	(190)	(265)	93
Remboursements nets du factor & Concours bancaires courants		(135)	(135)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX FINANCEMENT	(111)	(400)	(42)
Variation de cours des devises	35	(9)	29
VARIATION DE TRESORERIE	1 295	(2 042)	(1 296)
TRESORERIE D'OUVERTURE	5 043	7 085	7 085
TRESORERIE DE CLÔTURE	6 338	5 043	5 789

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Montant en milliers d'euros	Capital	Primes liées au Capital	Ecarts de conversion	Réserves et résultats consolidés	Total Capitaux Propres
Capitaux propres au 1er janvier 2013	4 913	25 328	(199)	(22 085)	7 957
Augmentation de capital					
Plans d'option d'achats d'actions réservés aux salariés		(5)			(5)
Ecarts de conversion (*)			17		17
Résultat net de la période				(3 990)	(3 990)
Actions propres				4	4
Capitaux propres au 30 juin 2013	4 913	25 323	(182)	(26 071)	3 983
Augmentation de capital					
Plans d'option d'achats d'actions réservés aux salariés		(1)			(1)
Engagement de retraite				(43)	(43)
Ecarts de conversion (*)			(120)		(120)
Résultat net de la période				4 102	4 102
Actions propres				11	11
Capitaux propres au 1er janvier 2014	4 913	25 322	(302)	(22 001)	7 932
Augmentation de capital	22	57			79
Plans d'option d'achats d'actions réservés aux salariés		45			45
Ecarts de conversion (*)			45		45
Résultat net de la période				(2 606)	(2 606)
Actions propres				(12)	(12)
Capitaux propres au 30 juin 2014	4 935	25 424	(257)	(24 619)	5 483

(*) Le Groupe constate en capitaux propres l'écart de conversion résultant de la variation de change relatif aux comptes courants intragroupes. Ces comptes courants sont considérés comme un investissement net de CAST dans ses filiales. La société présente un montant net entre les OCI et les réserves

ACTIVITE DU GROUPE ET FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE

CAST SA est une société anonyme enregistrée au RCS de Nanterre dont le siège social est situé 3 rue Marcel Allégot 92190 Meudon. La société est cotée au département C d'Euronext Paris.

La Société CAST SA a pour activité principale la conception, l'édition et la diffusion de logiciels. Elle a également pour activité le conseil et l'expertise technique dans le domaine des systèmes d'information professionnels.

Aucun fait marquant sur la période.

NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE

NOTE 1 : DECLARATION DE CONFORMITE ET BASE DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés du Groupe CAST au 30 juin 2014 intègrent les comptes de CAST SA et de ses filiales. Ils sont présentés en milliers d'euros sauf indication contraire. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 2 septembre 2014.

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés du Groupe au 30 juin 2014 ont été préparés conformément aux International Financial Reporting Standards (IFRS) tels qu'adoptés par l'Union Européenne, et en particulier à la norme IAS 34 : Etats Financiers Intermédiaires. Ils n'incluent pas toute l'information requise pour des états financiers annuels. L'information semestrielle doit donc être lue en liaison avec les comptes annuels de l'exercice clos du 31 décembre 2013.

NOTE 2 : PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS

Les principes comptables appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2014 sont les mêmes que ceux qui ont été retenus pour les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2013.

Les nouvelles normes IFRS, interprétations et amendements, tels qu'adoptés par l'Union européenne pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014, ont été appliquées par la Société et n'ont pas entraîné de changement significatif sur les modalités d'évaluation des actifs, passifs, produits et charges.

Les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014 sont sans impact sur les comptes du Groupe :

- IFRS 10 « États financiers consolidés », avec une définition rénovée du concept de contrôle ;
- IFRS 11 « Partenariats », qui classe les partenariats en deux catégories, les opérations conjointes et les coentreprises, et supprime l'intégration proportionnelle pour les coentreprises ;
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », qui définit certaines des informations requises dans les comptes consolidés.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015. Il n'attend pas d'impact significatif sur les états financiers du fait de leur adoption.

NOTE 3 : EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Aucune évolution de périmètre n'a été apportée sur la période.

NOTE 4 : DEFINITION DE LA TRESORERIE

La trésorerie se décompose de la manière suivante :

En milliers d'euros	30-juin-14	31 dec 13	30-juin-13
Valeurs mobilières de placement	3 707	1 700	3 900
Interets courus sur VMP	112	75	115
Disponibilités	2 518	3 268	1 774
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 338	5 043	5 789

Les dettes financières du Groupe ont évolué de la manière suivante :

En milliers d'Euro	31 déc 2013	Augm.	Dimin.	30 juin 2014
Dettes financières auprès des établissements de crédit	313		165	148
Dettes financières diverses	518		25	493
Concours bancaires courants				
Dettes financières	831		190	641

L'échéancier des dettes financières à plus et moins d'un an est le suivant :

En milliers d'Euro	A - 1 an	à + 1 an	Total
Dettes financières auprès des établissements de crédit	141	7	148
Dettes financières diverses	396	97	493
Dettes financières	537	104	641

NOTE 5 : CAPITAL**5.1 Variation de capital social et prime d'émission**

	Nb actions	Capital social	Prime émission	Total
		<i>Milliers d'euros</i>	<i>Milliers d'euros</i>	<i>Milliers d'euros</i>
Au 1er janvier 2013	12 283 334	4 913	25 328	30 241
Plan d'options et BSAR				
Plan d'option sur actions réservé sur personnel				
Valeur des services rendus			-6	-6
Au 31 décembre 2013	12 283 334	4 913	25 322	30 234
Plan d'options et BSAR	27 358	11	33	44
Plan d'option sur actions réservé sur personnel	27 994	11	24	35
Valeur des services rendus			45	45
Au 30 juin 2014	12 338 686	4 935	25 424	30 358

5.2 Options sur actions

Le Groupe a émis un plan d'option sur la période. La juste valeur des options attribuées durant le premier semestre 2014 ressort à 112 millions d'euros étalée sur une durée de 4 ans. Elle a été évaluée à partir d'un modèle d'évaluation d'options Black & Scholes. Les principales hypothèses du modèle ont été les suivantes :

Durée	10 ans
Nombre d'options	83 000
Prix de souscription	1,95
Volatilité du cours retenue	40%
Taux d'intérêt sans risque	2.44
Juste valeur des options	1,35

NOTE 6 : SAISONNALITE

Historiquement, le niveau des ventes, le résultat opérationnel et le résultat net du Groupe sont généralement plus élevés au quatrième trimestre, ainsi qu'il est généralement observé dans le secteur du logiciel.

NOTE 7 : INFORMATION SECTORIELLE AU 30 JUIN 2014

Les secteurs opérationnels sont des composantes du Groupe pour lesquelles des informations financières isolées sont disponibles, et dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par la direction du Groupe, en vue d'évaluer leurs performance et de décider de l'affectation des ressources. Le Groupe opère sur un secteur opérationnel unique, la vente de solutions logicielles.

Pour la période, la répartition du chiffre d'affaires par zone géographique et par activité se présente de la manière suivante :

<i>En milliers d'Euros</i>	30-juin-14	30-juin-13	Var %	Var K€
France	4 511	4 955	-8,9%	-443
Benelux	498	251	98,8%	248
Italy	710	827	-14,2%	-118
UK	824	396	108,1%	428
Germany	141	463	-69,6%	-322
Spain	465	340	36,9%	125
Switzerland	19	19	-3,1%	-1
Europe	7 167	7 250	-1,1%	-83
India	298	843	-64,6%	-545
US	4 759	3 132	52%	1 627
TOTAL	12 225	11 226	8,9%	999

Résultat opérationnel	30-juin-14	30-juin-13	Variation
<i>En milliers d'Euros</i>	(*)	(*)	
France	-2 490	-2 655	167
Belgique	133	-7	140
Angleterre	-41	-266	225
Italie	-91	61	-152
Suisse	5	1	4
Allemagne	-269	20	-289
Etats-Unis	-136	-1 481	1 345
Espagne	39	-9	48
Inde	-46	250	-296
Total	-2 898	-4 086	1 190

(*) Le résultat opérationnel est présenté hors élimination des intragroupes afin de mieux refléter le niveau de résultat individuel.

NOTE 8 : IMPOTS DIFFERES

En milliers d'euros	30 juin 2014				Total 2014 (*)	31 décembre 2013				Total 2013 (*)
	CAST SA	CAST Suisse	CAST Belgique	Cast US		CAST SA	CAST Suisse	CAST Belgique	Cast US	
Impôt différé actif										
* Décalages temporaires	28					28				
* Incidence des retraitements et éliminations	511					511				
* Déficits reportables	2 567	443	844	1 783		2 567	438	844	1 766	
* Autres charges non déductibles										
Total base :	3 106	443	844	1 783		3 016	438	844	1 766	
Taux d'imposition :	34%	32%	33%	34%		34%	32%	33%	34%	
Impôt différé actif :	1 069	140	280	607	1027	1 069	139	280	601	1020
Impôt différé Passif										
* Décalages temporaires										
* Incidence des retraitements et éliminations	(868)					(2 238)				
* Autres charges déductibles	(951)					(912)				
Total base :	(1 819)					(3 150)				
Taux d'imposition :	34%	32%	33%			34%	32%	33%		
Impôt différé passif calculé	(626)					(1 085)				
* Impot différé passif sur la CVAE	(9)					(10)				
Impôt différé passif calculé	(635)				434	(1 095)				(25)
Impot différé Actif	434	140	280	607	1 461		139	280	601	1 020
Impot différé Passif						(25)				(25)

(*) Les impôts différés actifs et passifs sont présentés nets pour chaque entité juridique.

Au 30 juin 2014 et comme à fin 2013, compte tenu des réalisations de l'année et des perspectives, le Groupe conserve l'activation des impôts différés sur les déficits reportables qu'il avait activé antérieurement sur la France et la Belgique. Par ailleurs, compte tenu des perspectives toujours positives sur la filiale américaine, le Groupe conserve l'activation d'une partie des déficits reportables à hauteur de 2,4 millions de dollars en base soit 0,8 million d'euros d'Impôt différé actif.

NOTE 9 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Sur le premier semestre, le Groupe a activé 0.7 million d'euros en immobilisations au titre du logiciel AIP. La nouvelle version du produit sera commercialisée à partir du 2^{ème} semestre et amortie sur une durée de 48 mois.

Compte tenu du cycle d'amortissement accéléré en fin de version (fin d'amortissement en juillet), l'amortissement ressort sur ce semestre à -2,1 million d'euros.

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/14	30/06/13
Activation IAS 38	712	842
Amortissement 6 mois	(2 082)	(1 254)
Net	(1 370)	(412)

NOTE 10 : CLIENTS ET AUTRES CREDITEURS

En milliers d'euros	30 juin 14	31 dec 13
Clients et comptes rattachés	11 967	15 492
Provisions pour créances douteuses	842	740
Créances clients nettes	11 126	14 752
Charges constatées d'avance	456	355
Autres créances	1 057	733
Total autres créances	1 513	1 088
Total créances et autres débiteurs	12 639	15 841

NOTE 11 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à signaler.

3 - ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

3.1 Responsable du rapport financier semestriel

Monsieur Vincent DELAROCHE, Président du Conseil d'Administration.

3.2 Attestation

«J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice ».

Fait à Meudon, le 2 septembre 2014

4 - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2014

Aux actionnaires de CAST SA

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CAST SA, relatifs à la période du 1er janvier 2014 au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 2 septembre 2014

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

SYC SAS

Pierre Marty

Etienne de Bryas